



Gaza, un génocide sous nos yeux

Depuis dimanche, l'armée israélienne mène de nouveau une invasion terrestre de grande ampleur dans la bande de Gaza, après des bombardements qui ont fait des centaines de morts. Invité le 16 mai à la télévision israélienne, Zvi Sukkot, député israélien suprémaciste d'extrême droite, a tranquillement déclaré : « Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce que l'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche. » Et deux membres du gouvernement, le ministre de la Sécurité intérieure et celui du Patrimoine, ont évoqué ouvertement la possibilité de bombarder les maigres réserves alimentaires de Gaza.

Partir ou mourir

Depuis le blocus total de l'aide humanitaire décrété début mars, puis la rupture de la trêve par Israël le 18 mars, les Gazaouis sont à nouveau écrasés sous les bombes et affamés. Rien n'entre à Gaza, ni nourriture, ni eau potable, ni médicaments. Ceux qui survivent aux bombardements sont en proie à la famine et n'arrivent plus à nourrir des enfants n'ayant plus que la peau sur les os. Les hôpitaux, les camps de réfugiés et les organisations humanitaires sont systématiquement bombardés.

Les deux millions d'habitants de cette étroite bande de 365 km² sont affaiblis et désorientés, renvoyés du Sud vers le Nord, puis du Nord vers le Sud, alors qu'aucune zone n'est sûre. On leur fait comprendre qu'ils n'ont que deux possibilités : partir de Gaza, ou mourir. Les autorités israéliennes ont en effet annoncé leur nouveau plan d'action militaire, la conquête, puis la destruction totale de la bande de Gaza.

Face à l'apologie de génocide, la complicité des grandes puissances

Alors que les dirigeants israéliens assument fièrement leur politique génocidaire, les puissances impérialistes continuent à apporter tout leur soutien à l'État d'Israël. Trump, après avoir lancé l'idée d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis pour la reconstruire et en faire la « Riviera du Moyen-Orient » dont les Palestiniens seraient chassés, a laissé carte blanche au gouvernement israélien dans la privation totale d'aide humanitaire pour les civils. En tournée dans les pétromonarchies du Golfe, sa priorité du moment a été de récolter 3 500 milliards de dollars de

contrats pour les entreprises américaines et de nombreux cadeaux personnels.

Quant à Macron, interrogé lors de son show sur TF1 le 13 mai, il a estimé que ce serait aux historiens de décider s'il s'agissait ou non d'un génocide. Et si le gouvernement français en est complice, peut-on ajouter ! En attendant, la France continue à livrer des armes à Israël. Et le gouvernement français ne trouve rien de plus urgent que de préparer la dissolution d'Urgence Palestine, un des collectifs de soutien qui dénonce dans la rue le massacre des Palestiniens. Cette dissolution est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres. Tout un symbole.

Continuons à manifester contre le massacre en cours à Gaza !

Alors que plus de 53 000 personnes, dont près de 15 000 enfants, ont déjà été tués à Gaza, que les bombardements s'intensifient et que la famine extermine les survivants, il faut continuer à manifester pour dénoncer ce génocide et exiger l'arrêt du soutien à l'État israélien. Le week-end dernier, triste anniversaire des 77 ans de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, des manifestations ont eu lieu à travers le monde. À Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé ce samedi 17 mai. Aux Pays-Bas à La Haye, 100 000 manifestants se sont retrouvés.

L'ONU comme la Cour pénale internationale affichent chaque jour l'impuissance de leurs condamnations. La solidarité des travailleurs et travailleuses du monde entier est la seule force internationale de soutien aux Palestiniens pour exiger l'arrêt des massacres et affirmer leur droit à la vie, sur la terre qui est la leur.

Une séquence de grève réussie

Même si la dispersion des appels à la grève par syndicat ou par métier n'a pas aidé, les grèves de la semaine du 5 mai ont été bien suivies. Notamment chez les conducteurs et ASCT. Il a fallu employer les grands moyens pour le gouvernement et la direction de la SNCF pour tenter de les contrer : cheminots bashing et recours massifs aux briseurs de grève. La prochaine fois c'est tous ensemble qu'il faudra y aller, en revendiquant des augmentations de salaires nécessaires dans tous les corps de métier.

Construire le rapport de force

La CGT a annoncé plusieurs journées de grève pour le mois de juin, dont une journée interpro le 5. Il faudra se saisir de toutes les occasions pour faire converger les colères dans et hors de l'entreprise. Sans rien attendre des réunions de conciliations proposées par la direction, qui n'ont que pour objectif de nous diviser et de temporiser. En attendant qu'on se calme ? N'attendons rien non plus des gesticulations au parlement d'une gauche prétendument dans l'opposition, ne comptons que sur nos propres forces. Par la grève on pourra gagner !

SNCF cherche briseurs de grèves

Prime de 30 euros en semaine et 50 euros le weekend pour chaque heure passée dans un train ; forfait minimum de 90 à 110 euros ; paiement au plus vite des primes... La direction aurait-elle cédé à nos revendications ? Et non, ce sont les conditions des VAO. Étonnamment pour briser nos grèves, on entend moins les médias crier aux privilèges.

Non au licenciement de Sven

La direction veut licencier Sven, militant SUD-Rail chez les ASCT de Paris Sud Est, à cause d'une altercation avec un chef. C'est encore une menace de licenciement contre un cheminot qui ne se laisse pas faire et qui tient tête face aux dirigeants qui réorganisent et suppriment des postes. La direction veut faire passer un message à tous les cheminots qui combattent sa politique. Un rassemblement a eu lieu pour l'accompagner à son conseil de discipline, nous étions plus de 120 présents pour le soutenir. Notre seule arme c'est la solidarité, il ne faudra pas en rester là.

L'alcool ne rend pas le capitalisme plus buvable

Pas un mois sans qu'il n'y ait une mesure disciplinaire à l'encontre d'un cheminot victime d'alcoolisme. La dépendance à l'alcool est une pathologie. La chasse à la consommation, les opérations de dépistage et le durcissement des sanctions dans l'entreprise n'empêchent pourtant nullement de boire. Niveau prévention et accompagnement, la boîte ne montre aucune préoccupation à lutter contre ce fléau. Au contraire, la dégradation des conditions de travail aggrave les risques d'alcoolisme parmi les collègues.

Une soixantaine de détenus kanak croupissent en métropole

Le collectif Solidarité Kanaky a dénoncé qu'en juin de l'an dernier, après la révolte en Nouvelle-Calédonie, 69 prisonniers kanak ont été transférés de Nouméa vers la Métropole. Le cas du militant indépendantiste Christian Tein a fait un certain bruit. D'autres sont des condamnés de droit commun qui ont été expulsés de Nouvelle-Calédonie pour faire de la place aux centaines de révoltés emprisonnés dans des conditions indignes. Certains ont purgé leur peine et ont été libérés dans l'Hexagone sans ressources et sans moyen de rentrer chez eux.

L'État se défause à nouveau dans le scandale du chlordécone

L'État a formé un pourvoi contre la décision de la cour administrative d'appel de Paris qui a reconnu sa responsabilité dans le scandale du chlordécone, un pesticide extrêmement toxique utilisé dans les bananeraies de Martinique et de Guadeloupe et qui a contaminé les terres, les rivières, le littoral maritime et... plus de 90 % de la population adulte. Les pouvoirs publics ont accordé à tour de bras des autorisations de vente d'insecticides à base de chlordécone alors même que l'on connaissait la dangerosité du produit. Et ce pour le plus grand profit des gros planteurs. Ce pourvoi est un signe de mépris néo-colonial de Paris à l'égard des Antillais et des Antillaises.

Union européenne : gauche et extrême-droite unies contre les migrants

Les sociaux-démocrates danois de la Première ministre Mette Frederiksen et le gouvernement d'extrême-droite italien de Giorgia Meloni ont décidé de travailler ensemble pour restreindre le droit d'asile au sein de l'Union européenne. Le Danemark s'active depuis deux ans pour l'adoption d'une législation qui lui permettrait d'envoyer les demandeurs d'asile... au Rwanda alors que l'Italie veut les expédier en Albanie. Sociaux-démocrates et néo-fascistes peuvent marcher main dans la main lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux migrants. Ces gens-là ne peuvent que susciter le dégoût des travailleurs.

L'impôt, c'est pour les pauvres

Rodolphe Saadé, le propriétaire et PDG de CMA CGM, troisième armateur mondial, basé à Marseille, a été auditionné par la commission sénatoriale sur les aides publiques aux entreprises. Il a notamment été interrogé sur « la taxe au tonnage », un avantage fiscal dont bénéficient les compagnies d'armement maritimes et qui coûte chaque année à l'État entre 5 et 6 milliards d'euros. Il a volontiers convenu que cette taxe a permis à son groupe de dégager des marges importantes et de prendre des participations dans des entreprises comme Air France-KLM et Pathé. En un mot, l'État casque et les patrons encaissent.